

Modèles locaux de prévention et de gestion des conflits dans le Sud-est et le Sud-ouest d'Haïti





Peace Research Institute Oslo (PRIO)

Hausmanns gate 7

PO Box 9229 Oslo

NO-0134 Oslo, Norway

Tel. +47 22 54 77 00

www.prio.no

PRIO encourages its researchers and research affiliates to publish their work in peer-reviewed journals and book series, as well as in PRIO's own Report, Paper and Policy Brief series. In editing these series, we undertake a basic quality control, but PRIO does not as such have any view on political issues. We encourage our researchers actively to take part in public debates and give them full freedom of opinion. The responsibility and honour for the hypotheses, theories, findings and views expressed in our publications thus rests with the authors themselves.

Acknowledgements

This report is an outcome of the project, *Conflict Prevention and Conflict Management in Haiti: Insight from Marginalized Communities*, funded by the Norwegian Ministry of Foreign Affairs.

© Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2015

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced. Stored in a retrieval system or utilized in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise, without permission in writing from the copyright holder(s).

ISBN: 978-82-7288-596-9 (print); 978-82-7288-595-2 (online)

Cover design: Medicineheads.com

Cover Photo: Rachele Charlier Doucet

NOU KA JERE SA NOU MENM

Modèles locaux de prévention et de gestion de conflits en Haïti (PHASE II : Sud-Est et Sud-Ouest)



Etude présentée au PRIO
par
Rachelle Charlier Doucet
Novembre 2011

« NOU KA JERE SA NOU MENM »

Nous pouvons gérer cela nous-mêmes.

Photo: Réunion de l'organisation de base

“Réseau Frontalier Jeannot Succès” (RFJS).

Jeannot Succès est un jeune Haïtien qui a été tué parce qu'il refusait de payer 100 pesos (environ trois dollars américains) à un soldat dominicain qui voulait lui extorquer de l'argent. Suite à ce crime, des organisations de base travaillant à la défense des droits humains des deux côtés de la frontière ont décidé de se mettre en réseau afin de mieux surveiller les cas d'abus et de violation des droits des personnes le long de la frontière haïtiano-dominicaine en général et tout particulièrement dans les marchés frontaliers. Ce Réseau (sigle RFJS) publie des rapports et offre un accompagnement aux victimes, qu'elles soient haïtiennes ou dominicaines. La photo est prise lors des célébrations de l'anniversaire du RFJS placé sous le thème « Les droits des personnes n'ont pas de frontière » (Los derechos humanos no tienen fronteras) .

Résumé Exécutif

Cette étude constitue la deuxième partie d'un projet de recherche plus large sur la violence et les modèles locaux de gestion de conflit en Haïti. Le projet a débuté en 2007, et il est mené dans le cadre d'une collaboration entre l'institut de Recherche sur la Paix d'Oslo (sigle anglais PRIO) et le Centre d'Études et de Recherche sur le Développement des Cultures et des Sociétés (CERDECS), Haïti.

Alors que la première partie du projet s'est déroulée à Port-au-Prince, dans quatre quartiers défavorisés, la deuxième partie, dont le présent rapport fait un résumé, a eu lieu dans la zone sud d'Haïti, dans quatre communautés du Sud-Est et de la Grande-Anse, durant la période 2008-2010. Les objectifs de la recherche étaient d'identifier les définitions locales de concepts clés tels que violence, conflits, Etat et gouvernance, et aussi de chercher à mieux comprendre ce que les Haïtiens décrivent comme leur idéal de "vivre ensemble" et de "vivre en paix" – en un mot, à mieux cerner la nature du lien social qui les unit. L'étude identifie à la fois les ressources et les défis présents dans les communautés. Un défi important est la relation tendue qui existe entre les communautés qui vivent le long de la frontière entre Haïti et la République dominicaine. Ces communautés locales font montre de grandes variations en ce qui concerne leur capacité de gérer les conflits ainsi que leur capacité à se prendre en charge par des activités économiques alternatives. Les communautés frontalières avoisinant la République dominicaine font montre de moins de confiance en soi, ont une vision négative d'elles-mêmes et des ressources de leur environnement, et doivent recevoir plus d'attention et d'encadrement des autorités.

En termes de recommandations pour des politiques publiques, il faudrait considérer de lancer des initiatives en vue d'améliorer la fourniture de services de base aux communautés locales; il faudrait également envisager des mesures pour renforcer la capacité d'intervention de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Et finalement, une dernière recommandation et pas des moindres, il faudrait que les modèles locaux de résolution de conflits soient valorisés et intégrés dans le système judiciaire haïtien. Les observations ont noté un niveau de violence relativement élevé contre les femmes, qu'il s'agisse de violence verbale, physique ou morale. C'est aussi un point qui mérite une attention urgente. Il est aussi important que les résultats de cette recherche soient disséminés et partagés avec les institutions de l'Etat, les hommes et femmes de loi, les leaders religieux, les organisations de droits humains et les conseillers familiaux, et finalement avec la force de l'ONU déployée en Haïti, la MINUSTAH.

TABLE DES MATIERES

CONTENU	Page
1. Introduction	2
1.1 Objectifs de la recherche	2
1.2 Questions de recherche	2
2. Méthodologie	3
Composition de l'échantillon par sexe	3
Composition de l'échantillon par groupes d'âges	4
Autres données sociodémographiques	5
3. Présentation des sites	6
3.1 Le milieu physique	6
Description physique des lieux par les communautés elles-mêmes	7
3.2 L'Organisation sociale	11
La famille	11
La Religion	12
L'Ecole	13
Les associations	13
Perception des communautés sur elles-mêmes	14
3.3. Perception sociale des liens entre communautés et Etat	14
Etat et autorité	14
Police Nationale d'Haïti (PNH) et MINUSTAH	15
Perception de la justice, des juges et des tribunaux	16
Perception de la violence	17
4. Les conflits dans les communautés-Causes des conflits	18
5. Modes de gestion des conflits	19
Vers une typologie des modèles endogènes	19
Méthodes consensuelles	19
Méthodes adjudicatives	19
Méthodes symboliques et magiques	21
Cas particuliers	21
Une problématique spécifique : les relations avec la République Dominicaine	22
6. Recommandations	23
Bibliographie	25

1. Introduction

Cette deuxième phase de l'étude sur les modèles endogènes de gestion de conflit a été menée dans les départements du Sud-est et de la Grande-Anse, tous deux situés dans la partie sud d'Haïti. La collecte des données a eu lieu en juin et juillet 2009, puis en août 2011, pour validation des résultats collectés avant le séisme du 10 janvier 2010. Tout comme la première phase, elle vise principalement à comprendre quelles sont les ressources dont disposent les populations locales pour prévenir et gérer les conflits dans leurs communautés.

1.1 Objectif de la recherche

- Comprendre les définitions locales de certains concepts tels que violence, conflits, État et gouvernement, etc.
- Comprendre mieux ce que les Haïtiens décrivent comme leur idéal de « vivre ensemble » et « vivre en paix », autrement dit, comprendre la nature du lien social
- Comprendre la définition locale des rapports entre l'État et les citoyens
- Etablir un inventaire des modes de gestion de conflits utilisés par les populations locales
- Recueillir les suggestions des populations sur la manière de valoriser les bonnes pratiques en relation avec le système légal formel

1.2 Questions de recherche

- Quelles sont les définitions locales de certains concepts tels que violence, conflits, État et gouvernement, etc.
- Quels sont les modes de gestion de conflits utilisés traditionnellement ?
- Quels sont les mécanismes utilisés ?
- Et quelles sont les valeurs culturelles qui sous-tendent ces modes de gestion ?

2. Méthodologie

Ceci est une étude qualitative basée sur l'observation et des entretiens en profondeur, et qui privilégie l'interprétation qu'ont les gens de leur vécu. La chercheuse et ses assistants s'efforcent de comprendre les gens dans leurs propres termes et d'identifier les éléments fondamentaux à partir desquels ils donnent un sens à leurs pratiques quotidiennes.

L'échantillon est composé de quatre communautés localisées dans la zone sud du pays. Deux communautés sont situées dans le département Sud-est et deux autres dans la Grande Anse. Ces communautés ont été sélectionnées sur la base des critères suivants : appartenance à des zones marginalisées et défavorisées; proximité de zones dites chaudes; relative tranquillité des communautés. Dans chaque communauté, les groupes ciblés sont les suivants: notables, leaders religieux, enseignants, groupes de femmes, groupes de jeunes, associations sportives, culturelles et de développement communautaire.

Les données fournies par ces localités devraient nous permettre de confirmer ou d'infirmer notre *hypothèse de travail*, à savoir que plus les liens sociaux sont relâchés, plus les relations interpersonnelles sont tendues, les conflits deviennent plus fréquents et les résolutions à l'amiable plus difficiles à atteindre.

Profil sociodémographique des participants constituant l'échantillon (4 sites).

Composition de l'échantillon par sexe.

Nous avons voulu construire un échantillon équilibré au niveau des sexes, or ceci s'est parfois avéré difficile. C'est ainsi que dans le sud-est, les femmes et les filles représentent 36% dans la localité rurale de Banane, tandis que dans la ville de Anse-à -Pitre, elles représentent 61%. Dans le sud-ouest nous ne sommes pas non plus parvenus à atteindre l'équilibre visé. Dans la communauté des Irois, Les femmes et les filles représentent 58% des interviewés, tandis que dans la ville de Dame-Marie, elles ne représentent que 22%. Globalement pour les quatre communautés, les femmes et les filles représentent en moyenne 47 % de l'échantillon tandis que le sexe masculin en représente 53%. Le nombre total de participants est de 437 personnes, répartis de la manière suivante : 101 à Anse à Pitre, 108 à Banane, 154 aux Irois et 74 à Dame-Marie. Dans les quatre communautés nous avons interrogé les autorités locales, les notables, les associations de jeunes, les associations de femmes, les groupes religieux, les associations sportives et culturelles.



Une femme arrive à Ansa-à-Pitre à l'issue de son trajet - le long de la côte.

Composition de l'échantillon par groupes d'âge.

Au sud-est, les jeunes de moins de 19 ans représentent 23% à Banane et 18% à Anse à Pitre. Les tranches d'âge 20-35 ans représentent 38% à Banane et 39% à Anse-à-Pitre, c'est le groupe le plus nombreux dans les deux localités. Puis viennent les tranches d'âge 36-59 ans réparties comme suit : 35% à Banane et 37% à Anse-à-Pitre. Dans les deux localités, le groupe d'âge le moins nombreux est celui des 60 ans et plus qui représente respectivement 4% à Banane et 5% à Anse-à-Pitre.

Au sud-ouest (ou Grande-Anse) nous retrouvons une structure parallèle. Les jeunes de moins de 19 ans représentent 15% aux Irois et 11% à Dame-Marie. Les tranches d'âge 20-35 ans représentent 37% aux Irois et 47% à Dame-Marie, c'est également le groupe le plus nombreux dans les deux localités. Puis viennent les tranches d'âge 36-59 ans réparties comme suit : 33% aux Irois et 32% à Dame-Marie. Dans les deux localités, le groupe d'âge le moins nombreux est celui des 60 ans et plus qui représente respectivement 4% aux Irois et 9% à Dame-Marie.

Autres données sociodémographiques

Il s'agit d'un échantillon regroupant de strates à revenu économique faible, qui s'adonnent à l'agriculture et l'élevage, la pêche, au petit commerce (la majorité) et aux menus métiers (maçons, mécaniciens, charpentiers, ménagères, couturières). Il y a quelques fonctionnaires publics, qui représentent entre 1 et 3% selon les localités. Par contre, cette population est relativement scolarisée. Ceux qui déclarent n'avoir reçu aucune scolarisation représentent 17% de l'échantillon du sud-est 15% de l'échantillon du sud-ouest.



Des filets de pêche à Anse-à-Pitre. La pêche représente l'activité économique principale de cette localité. Elle demeure très traditionnelle et peu productive du fait du manque de matériel. Les filets de pêche sont faits de fibres végétales et leur structure est typique de cette région (Sud Est).

Au total, les célibataires prédominent, suivis immédiatement des unions libres. Ceci est surprenant car dans les campagnes haïtiennes, différents types d'union consensuelles ont toujours prédominé, dont le placage est la plus répandue. Les parents ont en moyenne 5 enfants. Un fait important à souligner, car il est révélateur d'un certain malaise social, est le nombre de vodouisants ouvertement déclarés. Dans le sud-est, les vodouisants déclarés représentent 4% dans la zone rurale de Banana, 5% à Anse à Pitre, tandis que dans la Grande-Anse il est de 0% aussi bien aux Irois qu'à Dame-Marie - une donnée indicative du malaise de cette population rurale qui a peur d'assumer au grand jour la religion qu'elle pratique. La religion populaire est jusqu'à présent stigmatisée tant par les citadins que par les populations rurales elles-mêmes, et il n'est pas surprenant que récemment la Grande-Anse a connu une vague de lynchage de prêtres vodou (houngan) sous prétexte qu'ils empoisonnaient la

population à l'aide d'une « poudre de choléra ». Le même phénomène de lynchage a été observé au Plateau Central, justifié par les mêmes allégations. L'intolérance religieuse qui tend à se renforcer avec l'arrivée de sectes étrangères depuis le séisme du 12 janvier 2010, s'affirme de plus en plus comme une source potentielle de divisions et de conflits, une cause de tensions sociales qui pourraient résulter en violence, comme cela s'est déjà produit dans le pays.

3. Présentation des Sites

3.1 Le milieu physique

Zone 1 : Le Département du Sud-est est le deuxième département *le moins peuplé* du pays. Son relief est dominé par les mornes. D'une superficie de 2.034,10 km², il compte 484.675 habitants, soit une densité de 238 habitant au km², ce qui le place bien en dessous de la moyenne nationale de 302,3 habitants au kilomètre carré. La majorité de la population de ce département (87.7%) vit en milieu rural. Il s'agit d'une population jeune dont plus de la moitié a moins de 21 ans.

Dans ce département, deux communautés ont été choisies, d'une part celle de Banane (Bannann en créole), située dans une des deux sections rurales de la commune d'Anse-à-Pitre et d'autre part, la ville d'Anse-à-Pitre elle-même, chef-lieu de la commune. La commune d'Anse à Pitre est la moins peuplée du département avec une densité de 124 habitants au km². C'est la commune la plus dépourvue d'infrastructure (IHSI Atlas Censitaire 2003). Les deux localités sont situées sur la frontière sud avec la République dominicaine. Ces localités frontalières nous intéressent pour étudier si, et en quoi les types de conflits et les modes de gestion de ces derniers pourraient être influencés par certaines variables liées à tout milieu frontalier, telles la migration, le brassage de population et les interactions avec des modèles culturels étrangers. Les données fournies par ces localités devraient nous permettre de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse de travail, à savoir que plus les liens sociaux sont relâchés, plus les relations interpersonnelles sont tendues, les conflits deviennent plus fréquents et les résolutions à l'amiable plus difficiles à atteindre.

Zone 2 : Le Département de la Grande-Anse, est situé à l'extrémité sud-ouest de la presqu'île du Sud. De relief montagneux, traversé par de nombreuses rivières, c'est le quatrième département *le plus peuplé* du pays avec 626.928 habitants (recensement de 2003) qui représentent 7.5% de la population totale du pays. D'une superficie de 3.153,80 km², le

département a en moyenne une densité de 199 habitants au km². La majorité de la population (80%) vit en zone rurale, soit 522.153 habitants. Tout comme pour le reste du pays, il s'agit d'une population jeune, dont plus de la moitié à moins de 21 ans. Dans ce département, deux communautés ont été choisies, celles de Dame-Marie, et des Irois, les deux chefs-lieux des communes du même nom. Il s'agit de deux villes côtières distantes de quelques kilomètres.

Description physique des lieux par les communautés elles-mêmes

Le contraste est frappant entre la vision que les communautés du sud-est et du sud-ouest, à caractéristiques sociodémographiques comparables, ont d'elles-mêmes, et l'impact que cette vision a sur l'organisation sociale et le genre de vie dans les communautés.

En général, les populations de Banane et d'Anse-à-Pitre (sud-est), insistent sur leur manque de ressources, leur vulnérabilité et leur grande dépendance vis-à-vis de la République dominicaine pour satisfaire tous leurs besoins. A Banane, zone autrefois productrice de ce vivre alimentaire, aujourd'hui les habitants vont s'approvisionner en République dominicaine. A Banane et à Anse-à-Pitre, presque tous les produits de consommation courante sont achetés en République dominicaine, essence, aliments, eau, glace, pâtisseries, pour ne citer que ceux-là. De plus, les jeunes vont à l'école de l'autre côté de la frontière. Ce sont des zones qui pratiquement, tournent le dos à Haïti, et vivent comme des satellites de *Pedernales*, la ville dominicaine frontalière qui fait face à Anse-à-Pitre. Et pourtant, l'observateur constate qu'il existe des ressources naturelles qui pourraient être exploitées dans ces communautés. A Banane, zone autrefois fertile, l'on trouve une rivière qui n'est pas captée, il n'y a pas d'irrigation, et le paysan y pratique une agriculture de subsistance, à la merci des intempéries. A Anse-à-Pitre, une plaine côtière, la population s'adonne à la pêche et à l'élevage, mais selon eux, ces activités ne sont pas rentables, par manque d'encadrement de l'Etat et faute d'une route qui permettrait la commercialisation des produits en dehors de la zone de production. Dans les deux zones, le plus grand secteur d'activité reste le petit commerce de pacotille et de vêtements usagés, communément appelés *pèpè* et la fabrication du charbon de bois. Dans les deux communautés ce commerce n'est pas lucratif et les commerçantes se contentent de bénéfices de l'ordre de 50 à 100 gourdes par jour.



La principale activité économique à Banane est la production de charbon de bois dont l'impact sur l'environnement est important. De plus, cette activité représente une source de conflit entre les communautés frontalières haïtiennes et dominicaines du fait d'Haïtiens allant couper des buissons et des branches en territoire dominicain durant la nuit pour produire eux-mêmes du charbon. En République dominicaine, ceci constitue un crime. De plus en plus de Dominicains sont impliqués dans ce commerce, utilisant des paysans haïtiens pour couper les arbres qui serviront à la production de charbon qui sera par la suite vendu en Haïti à grand profit.

Dans ces deux communautés du Sud-est, la population déplore son isolement et son abandon par l'Etat haïtien, au point de constater avec amertume « *ici, on dirait que nous ne sommes pas Haïti.* » Ils sont en effet coupés du reste du pays, car il n'y a pas de route. Il n'y a qu'une piste qui défie les véhicules tout-terrain même les plus robustes, si bien que pour se rendre de Banane à Anse-a-Pitre, distantes d'à peine quelques kilomètres, les Haïtiens préfèrent pénétrer en territoire dominicain, et ressortir par la ville frontalière de *Pedernales*. Même les autorités haïtiennes, et les candidats qui visitent le Sud-Est au moment des élections, choisissent cette solution de facilité, ce que la population ne manque pas d'interpréter comme du mépris envers elle et un manque de dignité vis-à-vis de la nation. Dans les deux communautés, le manque d'infrastructures et de services de base est patent. Il y a un manque de salubrité avéré et les communautés se développent de façon anarchique, sans plan d'urbanisation apparent. Depuis le tremblement de terre de janvier 2010 et l'épidémie de choléra d'octobre 2010, la situation sanitaire est encore plus précaire.

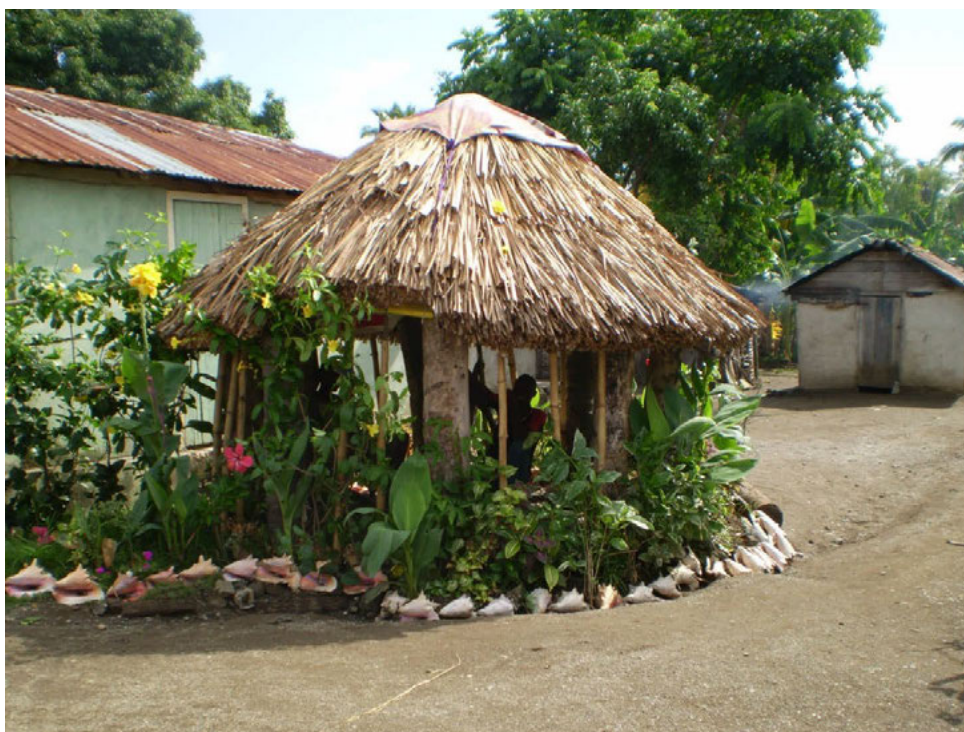


Un véhicule des Nations Unies traverse à la frontière entre Pedernales (DR) et Anse-à-Pitre (Haïti) juste avant que celle-ci ne ferme. La plupart du temps, fonctionnaires de bas ou de haut rang séjournent dans un hôtel dominicain et rejoignent leur base le matin. Certains visiteurs haïtiens font de même. Ils vont au restaurant, achètent leur essence ou même font leurs photocopies en République Dominicaine. Anse-à-Pitre n'est qu'un satellite à Pedernales dont la situation économique, pour autant, dépend fortement de la consommation haïtienne.

Dans le Sud-Ouest, en revanche, l'environnement physique est nettement meilleur. La nature y est plus riante, mieux arrosée et visiblement plus fertile. Aussi bien les Irois que Dame-Marie se sont développés à partir des traces des anciennes villes côtières coloniales créées au XVII^e siècle. Contrairement à Anse à Pitre et à Banane, les rues sont pavées, avec des trottoirs de dimension moyenne, et ne sont pas jonchées de détritrus. Les gens arborent un sentiment de fierté et d'amour pour leur lieu d'origine. Tel en est l'exemple de Dame-Marie, surnommée le « Paradis des Provinces », « la Cité des Fleurs » par ses habitants. Les gens ont à cœur d'orner leur maison, leur petit jardin, de fleurs aux couleurs éclatantes. Dans toute la zone, la population active s'adonne à la pêche, à l'agriculture (cacao, culture vivrière) et à l'élevage. Mais, faute de routes, la production pourrit malheureusement sur place, ce que les habitants espèrent voir changer avec la construction de la route de Jérémie. Les femmes s'adonnent en majorité au commerce : vente de poissons et aussi commerce de pacotille, qui pourrait être qualifié de « chômage déguisé ». Certaines femmes se sont regroupées en organisation de production pour la transformation de produits agricoles : cacao, fruits.



Statue de Notre-Dame de la Nativité, à l'entrée du village de Dame-Marie



Coin des Jeunes aux Irois. Un modeste « centre culturel » construit par des associations de jeunes, financé par eux-mêmes, et une source de fierté pour eux et les adultes qui les encouragent. Ils se rassemblent dans ce petit espace pour jouer de la musique, pour leurs répétitions de théâtre, etc., et en faire leur « petit paradis ». L'architecture et la technique de constructions sont influencées par le type de maison arawak taino. A noter, la décoration faite de plantes, de fleurs aux couleurs vives, et coquillages et d'étoiles de mer.

3.2 L'Organisation sociale

Le fil directeur de notre analyse est la question suivante : quelles sont les instances susceptibles d'améliorer l'intégration sociale ? Quelles sont les composantes du lien social, défini comme « ce qui unit les individus au sein d'un groupe ». Nous analyserons quelques unes des variables généralement utilisées pour étudier le lien social: famille, religion, école, solidarités communautaires (associations, amis, voisinage) travail, activités politiques, délits et criminalité.

Famille

Il est généralement admis que la première instance de socialisation et d'intégration sociale est la famille. D'après les données de notre échantillon, cette structure semble faire l'objet, au mieux, d'une certaine mutation, au pire, d'un certain désintérêt, vu le nombre élevé de célibataires. Dans les quatre sites, les célibataires avoisinent ou dépassent les 40% de l'échantillon. A Banane et Anse-a-Pitres, ils représentent 49% et 46%, tandis que dans la Grande-Anse les célibataires représentent 59% (Dame-Marie) et 41% (Les Irois). Les couples (mariés et en union libre) représentent 47% de l'échantillon à Anse-a-Pitre, 50% à Banane, 41% à Dame-Marie et 55% aux Irois. On a davantage tendance à se mettre en couple en milieu rural (Banane et Les Irois) qu'en milieu urbain. On peut le comprendre car, en milieu rural surtout, la famille fonctionne comme une unité socio-économique pour la survie, grâce à la solidarité de ses membres. Dans les deux types de milieux (urbain et rural) la famille est une structure hiérarchisée dont le rôle principal, pour employer le terme des interviewés, est l'« *encadrement* » des enfants, c'est-à-dire leur socialisation. L'homme est le chef incontesté de cette unité familiale, et les deux parents exercent une grande autorité sur leurs enfants qui leur doivent obéissance et soumission.

Cependant, nombreux sont les interviewés qui nous ont signalé un certain dysfonctionnement au sein des familles se traduisant par la détérioration des liens parents-enfants et des liens entre les époux, marqués par la violence (verbale et physique), le manque de respect et l'affaiblissement des liens affectifs. Ceci est par ailleurs confirmé par nos observations. Beaucoup de jeunes déplorent que leurs camarades ne respectent plus leurs parents, parce que ces derniers ne sont pas capables de faire face à leurs obligations matérielles. Nous avons fait ce même constat dans les zones marginalisées de Cite Soleil et de

Martissant. « *Pas de pain, pas de loi* » disent les jeunes pour qui les parents n'ont plus aucune autorité morale, non seulement parce qu'ils ne peuvent pas répondre aux besoins de la famille, mais aussi parce que certains d'entre eux ferment les yeux sur des actions illégales ou immorales de leurs enfants et même les y encouragent (prostitution, délinquance) pour une bouchée de pain.

L'effet délétère de la misère et de la précarité pèse également sur les relations de couple et sur les rapports de genre en général. La femme rurale haïtienne, même si elle jouit d'une certaine autonomie pour mener des activités économiques subit en fait le poids d'une tradition autoritaire qui exige d'elle soumission à son conjoint. Or, dans un contexte où les hommes sont au chômage ou gagnent très peu, et où la survie familiale quotidienne est assurée par la femme, il existe un malaise causé par les inversions de rôles, qui se traduit par de la violence à l'encontre des femmes. Partout le même constat : les femmes sont victimes de toutes sortes de violence (verbale, morale, physique). En effet les insultes, les brutalités physiques sont nombreuses, ainsi que les agressions sexuelles et les viols, mais font l'objet de tabou. Dans la zone de la Grande-Anse, les interviewés ont rapporté que le niveau de violence est tel que certaines femmes battues ou violées préfèrent se sauver et choisissent les chemins incertains de la migration. La migration des femmes, des hommes, et des enfants, quels qu'en soient les motifs, a un effet déstructurant sur l'unité familiale.

Religion

La deuxième instance de socialisation communément admise, la religion, est aussi un espace traversé par les tensions. La religion catholique prédomine dans l'ensemble de l'échantillon (autour de 58%) et les cultes réformés représentent en gros 40% de l'échantillon. Si la plupart des interviewés attribuent aux différentes religions une action positive dans la communauté (écoles, orphelinats, distribution de nourriture, évangélisation, etc.), un petit nombre questionne leur utilité et leur moralité. Par ailleurs, beaucoup de cultes réformés partent en guerre contre les mœurs et traditions populaires (le vodou, la structure familiale du placage et la langue créole). Mais le plus grand malaise est noté vis-à-vis du vodou, la religion populaire. Il y a tout d'abord la crainte d'afficher au grand jour son appartenance à ce culte et l'on préfère se catholique. En dépit des services rendus à la communauté (en particulier au niveau des soins de santé basés sur les plantes), les accusations de sorcellerie sont courantes et les serviteurs et prêtres du vodou sont plus craints qu'aimés par la population sur laquelle ils exercent une

grande entreprise. Il convient donc de tenir compte de cette réalité dans le cadre de toute intervention en milieu rural.

L'école

La troisième instance de socialisation est l'école, qui, dans l'idéal, devrait permettre l'ancrage des individus et des citoyens dans leur entourage et dans leur pays. Or le constat est que le niveau de scolarisation est en général faible à cause du manque d'infrastructures scolaires et du manque de ressources chez les parents. Dans certaines localités (Les Irois par exemple) il n'y a pas d'écoles publiques disponibles pour la population. A Banane (sud-est): la migration motivée par les besoins en éducation commence déjà pour des enfants d'âge préscolaire. A Dame-Marie cependant, la population est mieux pourvue et les jeunes disposent d'écoles secondaires mais ils doivent aller vers d'autres villes pour poursuivre leurs études universitaires. Cette migration forcée est dénoncée par la population, surtout pour la charge économique qu'elle représente. Mais le coût social est également élevé, car la migration n'est souvent pas réussie. En effet, certains jeunes aboutissent dans les bidonvilles et les ghettos des grandes villes, sont livrés à eux-mêmes, et sont happés par la sous-culture de la violence et de la délinquance. De retour dans leur lieu d'origine, au moment des vacances scolaires par exemple, ils introduisent de nouvelles valeurs et de nouveaux modèles de comportements qui créent des sujets de tension dans la communauté.

Les associations

En général, dans les quatre communautés, il y a de nombreuses associations et organisations de divers types (de production et de développement, culturelles et sportives, de jeunes, de femmes etc.). Les motivations pour en faire part varient d'un site à l'autre, mais l'analyse révèle qu'elles relèvent presque toujours d'un choix stratégique pour faire face à la rareté des ressources. Souvent il y a surenchère, et une tendance à créer de *fausses associations* comme stratégie de survie personnelles ou de son groupe familial ou social, ce qui crée des tensions au sein des communautés autour de l'appropriation des ressources que les associations arrivent à capter. Partout une forte tendance à l'instrumentalisation politique de ces espaces associatifs est notée et dénoncée par la population.

Perception de soi des communautés

L'on peut noter une certaine corrélation entre la vision que les communautés ont d'elles-mêmes, la vision qu'elles ont de leurs ressources et leur degré d'organisation. A Dame-Marie par exemple, la population a une vision très positive d'elle-même, de son environnement, et de sa capacité à travailler au développement de la communauté : Les liens sociaux sont forts : ils sont « *une grande famille* » disent-ils, et leur point fort est la *solidarité* dans les communautés. Un problème social préoccupant pour eux est cependant signalé, celui de la délinquance juvénile liée à la drogue, et les grossesses précoces résultant en l'abandon des enfants qui se retrouvent orphelins livrés à eux-mêmes. L'analyse révèle que la violence contre les enfants et les femmes, bien que niée par certains interviewés, reste un phénomène largement répandu.

En général dans le Sud-Est, la population a une vision assez négative de son environnement et des ressources qu'elle a à disposition. Confrontée au modèle de succès dominicain et à l'abandon de l'État haïtien, elle a très peu confiance dans ses capacités à se prendre en charge et à travailler au développement de la communauté. La population d'Anse-à-Pitre en particulier perçoit les liens sociaux comme relâchés et est très consciente des divisions qui la traversent Elle est préoccupée par la montée de la criminalité liée à la drogue, au trafic d'armes et autres trafics liés à la porosité de la frontière.

A l'analyse, l'instance première de socialisation, la famille, apparaît comme de plus en plus dysfonctionnelle, en particulier à cause de la misère, du chômage et de l'impact de la **migration** vers d'autres régions d'Haïti ou vers l'étranger. Le niveau de violence contre les enfants et les femmes y est très élevé. En fait, il y a une vision négative de la femme, même si on exalte la mère « pilier-de-la-société » (*poto mitan*). Il y a une certaine méfiance vis-à-vis des religions, mais l'école, comme instance de socialisation et potentiel levier d'ascension sociale, est fortement valorisée.

3.3. Perception sociale des liens entre communautés et État

État et autorité

Il existe dans ces quatre communautés une personnification des notions d'État » et d'« autorité ». L'État est perçu comme autoritaire et arbitraire. Il a pouvoir de décision absolu sur les gens. La définition de l'État qui prévaut, c'est celle de l'État-Providence. La population attend tout de l'État (en termes de services, et comme pourvoyeur d'emplois). Pour ces

populations démunies et qui se sentent oubliées du gouvernement central, le lien État-citoyen se définit avant tout par la fourniture de services de base à la population.

Dans ces communautés, comme ailleurs en Haïti, les populations font une différence entre l'autorité des « *chefs* », découlant de la fonction politique, et l'*autorité morale* des « *lidè* » (leaders naturels), basée sur les services qu'ils rendent à la communauté.



La montée du drapeau ; image de l'État haïtien aux Irois. Un fonctionnaire du Tribunal de Paix des Irois s'acquitte de cette tâche quotidiennement. L'environnement délabré vient contredire la solennité du geste.

Police Nationale d'Haïti (PNH) et MINUSTAH

Dans le Sud-Est, on note en général une attitude sceptique de la population envers la PNH et négative envers la MINUSTAH. Ni la PNH, ni de la MINUSTAH ne sont présents à Banane. Ils ne font que passer occasionnellement, selon les habitants de la zone. A Anse-à-Pitre, la population interrogée est sceptique vis-à-vis de la PNH, à cause de leurs effectifs réduits (seulement six policiers pour une commune qui compte 484.675 habitants) et de leurs moyens matériels pratiquement inexistantes (une moto pour toute la commune). De plus, il y a des allégations de corruption et de complicité avec les réseaux criminels frontaliers. Concernant la MINUSTAH, en général, la population du Sud-Est très négative vis-à-vis de ce corps qui, selon elle, n'a qu'un rôle de parade et est d'utilité douteuse. La population critique vivement le fait qu'un certain nombre de soldats de la MINUSTAH vont régulièrement passer la nuit en

République dominicaine. Souvent, dans les conflits opposant Haïtiens et Dominicains, la MINUSTAH a tendance à favoriser les Dominicains, toujours selon la population. Mais, pour certains, la MINUSTAH joue un rôle positif de dissuasion, vu le haut degré de criminalité qui existe à la frontière, dans la ville d'Anse-à-Pitre et les autres localités frontalières.

Dans le Sud-Ouest, les perceptions, tant de la PNH que de la MINUSTAH, ne sont pas très différentes. Dans le bourg des Irois la présence policière est récente : les gens ont vécu 14 ans sans police et « ça marchait bien dans la communauté », disent-ils. Insuffisante en termes numériques et sans moyens matériels pour être efficace, la PNH est vue par la population avec scepticisme. A Dame-Marie, les perceptions sont similaires. Les policiers de la PNH sont en petit nombre, sous-équipés ou pas équipés du tout (un seul véhicule toujours en panne). Pour cette raison ils sont perçus comme impuissants et inefficaces par la population, qui a pris l'habitude de se passer des forces de l'ordre depuis le démantèlement de l'armée en 1995. A ce propos, il est bon de rappeler que selon les révélations du Directeur Général de la PNH, M. Mario Andrésol, les effectifs de la PNH en avril 2011 étaient de 7.746 policiers pour l'ensemble du pays, soit un ratio de **0.8** policier par 1.000 habitants.

Quant à la MINUSTAH, la population rapporte qu'elle est présente seulement lors des élections ou en week-end, sur les plages. La population du Sud-Ouest dit ne pas bien connaître le rôle de la MINUSTAH. Les soldats sont critiqués pour être des prédateurs sexuels harassant des femmes, des fillettes et même des jeunes garçons. (Effectivement des cas ont été reportés dans la presse haïtienne, les derniers en date impliquant un bataillon de Sri Lankais et un bataillon argentin). Les soldats sont aussi critiqués pour leur attitude de prédateurs peu respectueux ou ignorants des normes culturelles haïtiennes : ils cueillent et mangent les fruits dans les champs et sur les arbres sans le consentement des habitants. De même, ils attrapent les animaux des paysans (cabris=*goats*) qui semblent être leur plat préféré. (A noter que ce problème de consommation non autorisée des fruits et cabris (*goats*) des populations locales par les soldats de la MINUSTAHM est rapporté dans tout le pays comme une grande cause de frustration des populations locales. En effet, ces fruits et animaux constituent parfois l'unique source de revenus de ces populations très pauvres).

Perception de la justice, des juges et des tribunaux

Dans ces communautés du Sud-Est et du Sud-Ouest qui ont vécu depuis 1995 sans la présence de forces de l'ordre, la Justice est une importante figure représentative de l'Etat. Pour ces communautés, les tribunaux ont un certain rôle à jouer pour régler les conflits, même si la

population est très sceptique vis-à-vis des juges et mettent en doute leur honnêteté. « C'est l'argent qui parle et influence les jugements » pensent-ils, et souvent les décisions de justice ne sont pas acceptées comme justes et irrévocables par la population.

Perception de la violence

La violence, qu'elle soit interpersonnelle, culturelle ou structurelle, est très présente dans ces quatre communautés. Selon les interviewés, la plus grande violence pour eux, c'est leur abandon par l'Etat et la société, c'est la marginalisation et l'exclusion dont ils sont victimes. Avec une précision et une cohérence remarquables, ils appliquent à leur situation, mais en leurs propres termes, le concept de « violence structurelle » élaboré par J. Galtung en 1969. Cette violence systémique qui fait d'eux des non-citoyens est à la limite de ce qui est humainement supportable, et clament-ils sur un ton d'avertissement, « leur patience est à bout ». Du côté du Sud-Est, le désespoir est tel qu'une bonne partie de la population renie l'État haïtien et serait disposée à se soumettre à une domination dominicaine. Comme a clairement dit l'un d'eux, c'est le président Leonel Fernandez qu'ils reconnaissent comme *chêf*, et non pas le président Préval (déclaration faite en 2009).

Si les interviewés se reconnaissent comme victimes de violence structurelle, ils admettent très rarement qu'ils puissent être eux aussi auteurs d'actes de violence. La violence, on la trouve chez les « Autres », ceux qui vivent dans des « zones reculées », mais pas chez soi. L'on peut noter une certaine ambiguïté par rapport à la violence interpersonnelle et culturelle. D'un côté, les personnes interviewées déclarent rejeter la violence sous toutes ses formes, mais au quotidien, comme nous l'avons déjà souligné en décrivant les liens familiaux et conjugaux, il y a des pratiques autoritaires et une certaine acceptation culturelle des actes de violence, surtout à l'encontre des femmes et des enfants. Dans les faits, la violence est omniprésente dans les foyers, dans les rapports entre voisins, entre groupes d'amis, entre jeunes, dans les rapports de genre en général.

Les populations (surtout les jeunes) ont rapporté l'usage de plus en plus fréquent de la drogue comme cause de violence.

4. Les conflits dans les communautés - Causes des conflits

Les conflits sont le plus souvent décrits par la population interviewée en termes de leurs causes et des protagonistes qui y sont impliqués.

Les causes les plus couramment évoquées sont les suivantes :

- Problèmes de terres (disputes autour des bornes et lisières)
- Problèmes causés par les animaux en liberté (qui entrent dans les propriétés d'autrui et détruisent les plantations)
- Problèmes de dettes
- Disputes liées aux jeux de hasard
- Compétition pour l'accès aux filles ; jalousie
- Atteinte à l'honneur et à la réputation (insultes, médisances et calomnies ; viols)
- Règlement de comptes, sous couvert du carnaval et du *rara*

Les *rivalités politiques et les élections* représentent la cause numéro 1 des conflits rapportés dans les quatre communautés. En effet, la politique et les élections sont une source de violence, et causent la disruption du lien social. Ces conflits politiques sont aussi ceux qui durent le plus longtemps et qui déchirent durablement le tissu social par la polarisation qu'ils génèrent. Selon les interviewés (et l'analyse des chercheurs) il y existe un grave problème d'instrumentalisation des fonctions politiques à des fins personnelles. « *Veritab pwoblem nou genyen an se politik, tout sekte yo vin politize e yo anbraz tout la vi nou* » : « le véritable problème que nous ayons, c'est la politique, tous les secteurs de notre vie sont politisés maintenant »

Il faut noter que les conflits sont exacerbés par une certaine *valorisation culturelle* de l'*affrontement*, de l'*intransigeance* et du *fanatisme* dans des domaines précis de compétition : la compétition politique (élections) et les compétitions sportives. Selon cette vision, la victoire appartient à celui qui *détruit* son adversaire physiquement ou symboliquement. De même, l'on note une tendance à l'instrumentalisation d'espaces culturels (carnaval et *rara*) qui eux aussi deviennent des espaces de compétition violente. Et l'on profite pour y introduire et régler des rivalités politiques et personnelles.

5. Modes de gestion des conflits

En général, la même tendance est confirmée partout : les populations préfèrent résoudre leurs disputes « *entre eux* », avec leurs propres ressources humaines et selon leurs propres modèles, basés sur le *consensus et le dialogue*. Elles recourent au système judiciaire seulement dans des cas précis notamment, les conflits terriens, les dettes, les vols d'animaux. De plus, l'idée est largement partagée par la population que le fait d'appeler quelqu'un au tribunal en fera un ennemi mortel.

Vers une typologie des modèles endogènes

Les méthodes alternatives de résolution de conflits utilisées par les populations locales peuvent être classées en deux grandes catégories : les méthodes consensuelles et les méthodes adjudicatives. Les méthodes consensuelles sont celles où la recherche de solution et les décisions sont prises *ensemble* par les deux parties. Les méthodes adjudicatives sont celles où le processus de résolution et la décision finales sont laissés à une tierce personne (généralement appartenant au système légal formel) ou à un groupe, une institution. Les méthodes consensuelles sont les méthodes préférées par la population. On peut y ajouter un troisième groupe : les méthodes symboliques et magiques.

Voici la terminologie locale utilisée pour décrire les différentes manières d'aborder un conflit :

1- Méthodes consensuelles :

- *nou jere sa antre nou* » : nous gérons la situation entre nous
- *bay pinga, bay presyon* : donner des avertissements
- *bay konsey* : donner des conseils,
- *pase men nan tèt* : passer la main sur la tête
- *mete bouch nan sa* : intervenir sur le champ
- *mete ola* : ramener à l'ordre
- *chita pale* : s'asseoir pour dialoguer

2. Méthodes adjudicatives

a) Utilisant les ressources humaines de la communauté

- *ale nan asosyasyon, ale nan legliz* : aller vers une association, aller vers une église (se référer volontairement à une association, à l'église)
- *rele nan asosaysyon, rele nan komite* : appeler par devant une association appeler par-devant l'église (une partie est contrainte par l'autre à se présenter devant un conseil de médiateurs).

b) utilisant les ressources extérieures à la communauté : *retranche nan Leta, retranche devan otorite* : porter la chose en jugement devant l'Etat, devant des autorités

- *recours au système légal* (tribunaux de paix) : *très rarement* dans le sud-est et le sud-ouest, comme dans d'autres régions du pays. L'enquête révèle énormément de méfiance vis-à-vis des juges qui sont accusés de corruption.
- Le caractère de disruption du lien social est souligné : « *tribinal pa ka fe nou byen, se rankin yap kite* » : « les tribunaux ne peuvent pas nous aider, ils laissent au contraire que de la rancune »
- recours aux autorités locales (ASEC CASEC) mairies et PNH



Le Tribunal de Paix à Banane est un exemple d'infrastructures déficientes de l'État haïtien. Ce bâtiment est loué ; il ne comprend qu'une seule pièce et est meublé de manière sommaire. La population exige de meilleures infrastructures. Cette dernière pense en effet qu'un tel tribunal ne peut être pris au sérieux et est la preuve que l'État haïtien ne les prend pas au sérieux. La situation est la même en ce qui concerne d'autres tribunaux du pays que nous avons visités.

3. Méthodes symboliques et magiques

Parmi les modes de gestion de conflit, il faut signaler un système particulier : le recours aux sanctions symboliques et magiques. Peu d'informations ont été dévoilées sur les méthodes, car cela reste dans le domaine du tabou et ces pratiques sont attribuées aux « populations reculées », selon les interviewés. Il s'agit du dernier recours, quand les personnes en cause ne sont pas satisfaites du jugement prononcé dans le système légal formel. Le plus souvent, il s'agit de sanctions qui vont de l'envoûtement à la mort par empoisonnement, en passant par la « zombification », pire que la mort physique.

Cas particuliers

Une voie originale mixte: intégration du système formel et informel : tout comme c'était le cas à Cité Soleil et à Martissant, la population du sud-est a créé un modèle mixte qui combine l'utilisation du système légal formel avec le recours à des associations reconnues et respectées dans la zone. Il s'agit en particulier des organisations de base appelées « Comités de Droits humains » (*Komite Dwa Moun*, du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) et du Groupe d'Appui aux Réfugiés et aux Rapatriés (GARR). Dans le Sud-Ouest, les Scouts d'Haïti sont l'organisation la plus utilisée.

Un autre moyen original signalé à Dame-Marie : selon la nature du conflit, lorsqu'il s'agit de conflit entre groupes, les *radios communautaires* sont utilisées comme espace de débats publics et les journalistes comme des voix ayant assez d'autorité pour lancer des appels au calme et à la réconciliation. En fait cette utilisation *des médias comme espace de résolution de conflits* est notée dans tous le pays. Les médias sont utilisés à cette fin même par les plus hautes autorités de l'État (sénateurs, députés, hauts fonctionnaires, etc.), ce qui est le reflet à la fois d'un manque structurel et d'un besoin immense et crucial d'espaces de dialogue en Haïti. De toute évidence, il n'y a pas suffisamment de mécanismes de médiation et de communication entre l'État et la population.

Une problématique spécifique: les relations avec la République Dominicaine

Les zones frontalières du département du Sud-Est sont dominées par une problématique particulière, celle des relations avec la République dominicaine. La population vit avec un sentiment d'impuissance et de frustration face à la violence et aux abus (perçus comme tels ou réels) dont ils sont victimes de la part des Dominicains. Par ailleurs, un sentiment d'abandon et de révolte contre l'État haïtien s'ajoute à cet état d'esprit. Tout cela rend les populations très vulnérables et prônes à la violence et aux conflits. En ce sens toute la zone frontalière, du nord au sud, mérite une attention urgente de l'État haïtien. La presse rapporte fréquemment des affrontements violents entre Haïtiens et Dominicains le long de la frontière ou même dans des villes de l'intérieur, en territoire dominicain. Les incidents les plus récents (au moment de l'enquête) se sont produits le 9 novembre 2011 à Cornillon (Haïti) et Descubierta (République dominicaine) et ont fait un mort du côté dominicain, quatre morts du côté haïtien, de nombreux blessés et 19 disparus.



Jour de marché à la frontière dominicaine de Pedernales. Ce marché que l'on appelle « binational » est construit en territoire dominicain avec des fonds de l'Union européenne. Au fait, le long de la frontière, tous les « marchés binationaux » à l'exception d'un seul, sont construits sur le territoire dominicain. Les vendeurs haïtiens s'y rendent deux fois par semaine pour s'y approvisionner en produits et y vendre les leurs. Ces marchés donnent lieu à beaucoup d'abus. La population haïtienne proche de la frontière demande fréquemment que des marchés soient également construits du côté haïtien, de manière à ce que les vendeurs locaux ne se sentent pas obligés de traverser la frontière. En effet, grâce à la réciprocité des transactions et du flot des populations des deux côtés de la frontière, de même que grâce à des régulations entre États, il existerait un plus grand respect, moins d'abus et de violence envers les Haïtiens, et de ce fait, moins de conflits entre les communautés frontalières de part et d'autre de la frontière.

Même dans une zone aussi éloignée de la frontière qu'est le Sud-Ouest, il existe des liens et des sources de tension avec la République dominicaine. Migrants saisonniers, commerçants, jeunes étudiants se rendent en République dominicaine. Certains reviennent déçus, car ils y sont maltraités; certains ne reviennent pas car ils y perdent leur vie, souvent dans l'anonymat le plus total.

C'est un sujet délicat, mais sur lequel les deux gouvernements ne peuvent continuer à fermer les yeux, ou faire comme si tout allait pour le mieux entre les deux peuples. La problématique de rapports équilibrés et réglementés avec la République dominicaine ne saurait être ignorée quand il s'agit du développement d'Haïti, car c'est une source de conflits latents à ne pas négliger.

6. RECOMMANDATIONS

6.1 Vulgarisation des résultats

- Vulgarisation des résultats de cette étude dans les communautés
- Vulgarisation des résultats auprès des instances concernées : gouvernement, Magistrats, PNH, MINUSTAH, étudiants, communauté juridique (avocats, juges, étudiants, professeurs de droit), leaders religieux, conseillers familiaux, travailleurs sociaux et organisations de Droits Humains, organisations pour la défense des femmes et des enfants

6.2 Intervention dans les communautés pour réduire le niveau de violence et d'intolérance; pour poser la problématique des rapports de genre, des grossesses précoces, des abus et violence contre les enfants, des conflits intergénérationnels, de la délinquance juvénile.

6.3 Intervention au niveau de l'Etat Haïtien

- se pencher sur ces communautés pour leur offrir les services de base (santé, éducation, assainissement)
- améliorer les infrastructures routières, les installations portuaires et les structures administratives publiques)
- encadrer les petits producteurs, hommes et femmes, leur donner l'accès au crédit et aux marchés pour la commercialisation locale et internationale des produits souvent de qualité biologique intéressante (cacao, chocolat, café, fruits).

- Encadrer les pêcheurs (bateaux à moteur, réfrigération, techniques de pêche en haute mer)

6.4 Intervention au niveau de la PNH

- renforcer la PNH (au niveau des effectifs, du matériel et de l'équipement)
- adapter le curriculum pour la formation d'une police de proximité, ce qui est l'une des grandes demandes de la population

6.5 Intervention au niveau du système judiciaire

- Valoriser et intégrer les modèles endogènes de résolution de conflits dans la manière dont la justice est rendue en Haïti.
- Etudier soigneusement les relations à établir entre les systèmes de justice formelle et informelle pour une ***justice de proximité*** attentive aux besoins de la population ***et qui puisse la servir en utilisant ses propres codes culturels et sociaux.***

Bibliographie

Anderson, Mary B. 1999. *Do No Harm. How Aid Can Support Peace or War*. Boulder Colorado :Lynne Reinner Publishers.

Bonafe Schmitt, Jean Pierre. *La Médiation, une justice douce*. Edition La Documentation Française, 2002.

Bourdon R. et F. Bourricaud. 1982. *Dictionnaire critique de la sociologie* PUF.

Farrugia, Francis. 1993 *La crise du lien social. Essai de sociologie critique*, L'Harmattan.

-----2005. *La construction de l'homme social. Essai sur la démocratie disciplinaire*, Syllepse.

Graeger, Nina et Dan Smith (dir). 1996. *Environment, Poverty, Conflict*. PRIO REPORT 2-94, p.8

Guillaume Hofnug, Michèle. *La médiation*, Editions Que sais-je PUF 2005.

Lascoux, Jean Louis 2004. *Pratique de la médiation, un mode alternatif à la résolution des conflits*, EDITIONS ESF (3eme édition).

ANEXE I

La nouvelle route



L'inauguration de cette nouvelle route a eu pour conséquence d'éveiller un sentiment de fierté parmi les communautés isolées de la partie sud d'Haïti. La population s'y sent non seulement plus connectée et autonome, mais ses habitants y sont aussi traités tels de « vrais » citoyens par l'État d'Haïti, et ils s'accordent à dire que cette route leur permet de gagner le respect des Dominicains.

ANEXE II

Quelques photos des communautés



La rue principale d'Anse-à-Pitre. Bien que classifiée en tant que ville, Anse-à-Pitre demeure une communauté rurale de bien des façons, et en particulier en ce qui concerne les lieux d'habitation de la population.



Bureaux administratifs haïtiens à la frontière (immigration et émigration). La population dit avoir honte de ces « bureaux », alors que l'État dominicain a fourni des bureaux adéquats à l'immigration, l'armée et les douanes.



Pèpè et pollution- Les « pèpè » sont des vêtements usagés achetés en vrac dans les pays développés (souvent les États-Unis et le Canada) et exportés vers les pays pauvres. Ces vêtements usagés représentent à la fois un risque sanitaire (origine douteuse, poussière, transmission de microbes et de maladies) et un risque environnemental. Seulement un tiers de la balle de vêtements peut être récupéré d'habitude, et le reste est abandonné ou brûlé dans des espaces vagues, créant un sérieux problème à la population vivant aux alentours.



Jusqu'à 2010, Anse-à-Pitre ne comptait qu'une seule route interurbaine faite de boue et de cailloux, qui ne pouvait pas réellement être vue comme telle. Les populations locales nous ont expliqué que leur « seul moyen » d'avoir contact avec le reste du pays était la mer. Une autre alternative était de voyager jusqu'à la frontière et traverser des terres dominicaines pour rejoindre d'autres villes haïtiennes. La situation a commencé à changer après le tremblement de terre de 2010, et une route a été construite depuis. Comme cela a été expliqué dans cette étude, la nouvelle route a eu un impact important sur l'estime de soi au sein de la population, ainsi que sur son esprit d'entreprise.



La mairie à Anse-à-Pitre.



Le marché de Pedernales. Une vue du « marché binational » situé du côté dominicain.



Un femme membre du RFJS, Anse-à-Pitre. Une caractéristique de ce réseau est l'activisme des femmes membres des deux côtés de la frontière. Il y a des leaders femmes à tous les niveaux de l'organisation et elles sont très dévouées à la défense de leurs droits.



Le village de Banane. Vue de la rue principale montrant le type d'habitation rurale locale.



Les dirigeants de la communauté de Banane participant à un atelier de formation en leadership.



Activités sportives à Banane. La jeunesse haïtienne est passionnée par le football, le sport le plus populaire dans le pays.



La rue principale de Banane. L'on peut clairement observer ses caractéristiques rurales.



Dame-Marie.



École protestante à Dame-Marie.



Les Irois. Une habitation rurale typique, sans finition. Les maisons sont normalement peintes en blanc (chaux) ou avec d'autres pigments naturels.



Anse d'Hainault. Une baie paisible entre Les Irois et Dame-Marie. Le département de la Grande-Anse est le seul ayant conservé un couvert végétal important dans le pays. Malheureusement, ce qu'il reste de la forêt est en danger en raison de la nouvelle route Port-au-Prince-Cayes-Jérémie. L'État haïtien devra prendre les mesures nécessaires de manière à prévenir les dommages sur l'environnement liés à la création de cette route.

Modèles locaux de prévention et de gestion des conflits dans le Sud-est et le Sud-ouest d'Haïti

Cette étude constitue la deuxième partie d'un projet de recherche plus vaste portant sur la violence et les modèles locaux de gestion des conflits en Haïti. Ce projet, qui a vu le jour en 2007, est entrepris en coopération avec le Peace Research Institute Oslo (PRIO) et le Centre d'Études et de Recherche sur le Développement des Cultures et des Sociétés (CERDECS), Haïti. Alors que la première partie du projet portait sur les modèles locaux de prévention et de gestion des conflits dans quatre communautés de Port-au-Prince, la deuxième partie du projet – qui est présentée sommairement dans cet article – a été menée à bien dans le sud d'Haïti, dans quatre communautés du Sud-est et à Grande-

Anse, entre 2008 et 2010. Les objectifs étaient d'identifier les définitions locales de concepts clés tels que la violence, les conflits, l'état et le gouvernement, et de mieux comprendre ce que les haïtiens considèrent comme étant leur idéal pour « vivre ensemble » et « vivre en paix » - c'est-à-dire, essentiellement, de comprendre la nature des liens sociaux. Cette étude identifie les ressources au sein des communautés ainsi que les difficultés rencontrées par celles-ci. Les relations tendues entre les communautés vivant le long de la frontière entre Haïti et la République Dominicaine constituent un problème important.

Concernant les recommandations stratégiques, les initiatives qui améliorent les services publics de base pour les communautés locales et qui renforcent la capacité d'intervention de la Police Nationale d'Haïti devront être envisagées. Enfin, mais cela est tout aussi important, il conviendra d'évaluer les modèles endogènes de résolution des conflits et de les intégrer dans le système judiciaire d'Haïti. Il est également important que cette étude soit diffusée auprès des institutions publiques, de la communauté juridique, des responsables religieux, des défenseurs des droits de l'homme et des conseillers aux familles – et enfin, aussi, auprès de la MINUSTAH, force des Nations Unies déployées en Haïti.